

Romans a été sélectionnée par la Fondation Break Poverty pour tester un dispositif de lutte contre la pauvreté des jeunes impliquant une mobilisation forte des entreprises du territoire. Dispositif qui a d'ores et déjà été intégré dans la stratégie de lutte contre la pauvreté présentée par le président de la République le 13 septembre dernier.

## → Une mobilisation sans précédent contre la pauvreté



Olivier Noblecourt, délégué interministériel,  
Denis Metzger, président de Break Poverty et  
Marie-Hélène Thoraval, maire de Romans :  
tous unis contre la pauvreté !

Novembre 2018 n°332

Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, visitait le 22 octobre dernier le Lab'elles, un dispositif qui propose un accompagnement éducatif aux jeunes filles.



Photo © Studio Royer

« J'ai été sollicitée, il y a quatre mois, par la Fondation Break Poverty pour faire de Romans la ville pilote de son dispositif de Dotation d'Action Territoriale (DAT) » explique le maire Marie-Hélène Thoraval. Le principe de cette DAT est d'encourager les entreprises à affecter jusqu'à 2% de leurs résultats nets à des projets à destination des jeunes en difficulté sur le territoire. Break Poverty juge, en effet, que les acteurs traditionnels du social ne peuvent plus faire face à l'ensemble des besoins et elle est convaincue qu'avec la contribution des entreprises, un grand nombre d'enfants et de jeunes pourra bénéficier de programmes conçus pour prévenir la pauvreté. La France compte aujourd'hui près de 9 millions de pauvres ce qui représente 14,2% de la population. À Romans, les statistiques\* de 2014 de la pauvreté sont près de deux fois supérieures à la moyenne nationale (22%). Sur les 2000 enfants que compte la ville près d'un sur 4 est menacé par la pauvreté, une situation qui ne s'arrange pas en grandissant : entre 15 et 29 ans, un jeune homme sur 4 et une jeune fille sur 5 sont aujourd'hui sans diplôme, emploi ou stage.

Dans le cadre de sa stratégie « mécénat », la Ville a permis à Denis Metzger, président de

Break Poverty de présenter son dispositif, en mars dernier, à 21 entreprises locales : « La Dotation d'Action Territoriale permet aux entreprises de se mobiliser et de favoriser de nouvelles alliances locales pour éradiquer la pauvreté des jeunes. » Plus d'une dizaine d'entre elles ont ainsi déjà répondu favorablement et ce sont 220 000 € qui ont été d'ores et déjà collectés.

Les projets retenus par les entreprises ciblent en priorité les jeunes, de la petite enfance à l'insertion professionnelle : certains existent déjà comme les clubs Coup de pouce, le Lab'elles, l'épicerie sociale et pédagogique ; d'autres sont en cours de création tels les Plombiers du numérique, la Digitale Académie et Proximité.

(\*) : données INSEE 2014.

### Les clubs Coup de pouce

« La Ville, via la Caisse des écoles, a revu sa politique en matière d'accompagnement à la scolarité afin d'en faire bénéficier plus d'écoles et d'atténuer les ruptures d'apprentissage qui pourraient être générées par le retour à la semaine de 4 jours dans les écoles du réseau

220 000 €

c'est le montant  
annoncé des fonds  
recueillis auprès des  
entreprises.

30

c'est le nombre de  
bacheliers qui vont  
potentiellement intégrer  
la Digitale Académie.

12

c'est le nombre de  
jeunes retenus pour la  
première promotion des  
Plombiers du numérique  
(formation aux métiers  
de la fibre optique).

.../... suite p.8



« Education prioritaire » précise Edwige Arnaud, adjointe au maire déléguée à l'éducation, aux Familles et à la Jeunesse. L'accompagnement repose sur deux dispositifs : les « clubs Coup de pouce » qui concernent les enfants de CP et les « clubs de tous niveaux » mis en œuvre cette année et qui s'adressent aux enfants du CP au CM2. « Grâce au mécénat, nous avons pu augmenter le nombre d'enfants bénéficiaires », poursuit Romain Arnaud, directeur Éducation et Familles. Cette année, nous allons ainsi ouvrir, après les

vacances de la Toussaint, cinq clubs Coup de pouce de six élèves chacun : un à Pouchelon, un à la Pierrotte, deux à Jean-Rostand et un à Langevin. En parallèle, nous allons créer quatre « Atouts scolarité » de dix élèves chacun dans les écoles du Réseau d'éducation prioritaire. Ce qui permettra au final d'accompagner soixante-dix enfants contre vingt-cinq l'an dernier. »

### Les plombiers du numérique : de vrais débouchés

Mis en relation par la Fondation Break Poverty, l'association Les Plombiers du numérique et le groupe Archer ont lancé, en octobre, un cursus de formation pour l'insertion de jeunes vers les métiers de la fibre optique. « Le déploiement de la fibre sur la Drôme va générer quelque 300 emplois dans les 10 ans à venir, il faut que cette manne bénéficie à tout le monde » souligne le directeur du groupe Archer. L'objectif de ce cursus est, en effet, de former en trois mois des jeunes de 18 à 25 ans peu ou pas qualifiés, identifiés par la Mission locale et les acteurs de l'insertion. Ce cursus inclut une

remise à niveau en Français et en Mathématiques, un apprentissage du métier de technicien fibre via une plateforme de la chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), une formation au permis de conduire et un accompagnement vers l'emploi. « Le critère premier pour intégrer cette formation, c'est la motivation, il n'y a pas de prérequis et la formule est intéressante car ces jeunes sont payés dès le début, dans le cadre d'un contrat d'intérim » souligne Florian Du Boÿs, fondateur de l'association Les Plombiers du numérique. « Sur les 53 jeunes qui se sont mobilisés pour les entretiens, 16 ont été sélectionnés et 12 ont été retenus à la suite de deux journées en entreprise dans le cadre, notamment, de notre partenariat avec Ardèche-Drôme Numérique (ADN), souligne Stéphanie Pallais du groupe Archer. Ils ont d'ores et déjà démarré leur cursus. Ceux qui n'ont pas pu intégrer cette première promotion



Cérémonie d'ouverture des clubs Coup de pouce (photo d'archives)

## La Fondation Break Poverty

La Fondation Break Poverty a choisi de travailler sur les causes de la pauvreté et de mieux la prévenir. Elle identifie et met en œuvre des projets à fort potentiel, en France et à l'international dans les domaines suivants : Soutien à la Petite Enfance, Prévention du décrochage scolaire, Accès au premier emploi, Soutien à la parentalité. Elle développe des programmes sur le long terme afin d'avoir un impact important et durable. La Fondation Break Poverty est composée de dotations créées par Denis Arnaud, président d'un des principaux fonds d'investissement européen et de la Fondation d'Action Contre la Pauvreté (ACF) France et internationale.

## Trois questions à Marie-Hélène Thoraval, maire de Romans-sur-Isère



### Pourquoi avoir accepté de s'inscrire dans ce dispositif ?

La fondation Break Poverty m'a sollicitée pour que je lui donne mon avis sur le concept. J'ai trouvé que ce dispositif témoignait d'une fine connaissance de ce qu'est effectivement la pauvreté en 2018, c'est pourquoi je lui ai proposé de faire de Romans son territoire d'expérimentation. De

mon point de vue, la Dotation d'Action Territoriale permet de traiter non seulement la pauvreté économique mais de travailler aussi sur les prédispositions à la pauvreté et sur la précarité éducative.

### Que pensez-vous de l'engagement de tous les acteurs ?

Les entrepreneurs du territoire

auront, quant à eux, une deuxième chance car d'autres sessions devraient suivre bientôt, notre objectif étant, à terme, de lancer une école du numérique. » « Au bout de trois mois, les jeunes posséderont une attestation de compétences acquises qui devrait leur permettre d'intégrer le monde du travail avec un vrai métier » précise Carinne Fleury de la CCI. Ce dispositif est financé à 90% par le Fonds d'Action de Formation du Travail Temporaire.

### Lab'elles : un accueil élargi

Le Lab'elles est un dispositif à destination des jeunes filles de 12 à 22 ans. L'objectif est de leur redonner toute leur place grâce à un lieu dédié sur le quartier de la Monnaie. Mais il s'agit aussi de leur offrir un accompagnement éducatif afin de les intégrer dans des parcours de formation et

d'insertion. Grâce aux financements des entreprises, ce dispositif, copiloté par la Ville de Romans et la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Drôme, va être renforcé. La somme dévolue va permettre l'achat de deux ordinateurs et le recrutement, courant novembre, d'un/e éducateur/trice. Cela va permettre d'augmenter le temps d'ouverture, en passant de 4h à 20h par semaine, et d'accueillir davantage de jeunes filles. La Sauvegarde envisage par ailleurs de constituer les filles du Lab'elles en junior association pour les responsabiliser, les rendre actrices et ainsi mieux les armer pour demain.

### Proximité : des salariés « parrains » de jeunes

Proximité est le nom d'une association basée à Paris qui organise des parrainages de jeunes en difficulté par des salariés d'entreprise afin de les aider

dans leur scolarité et dans leur insertion professionnelle. « La Ville a fait le choix de cibler dans un premier temps les jeunes non-scolarisés puis les élèves de collège et de lycée », explique Karen Hernandez-Valencia, chargée de mission à la Direction Attractivité Développement Innovation (DADI). Le responsable déploiement de Proximité, Amaury Leclercq est venu à Romans en septembre pour présenter le dispositif aux acteurs : directeurs d'établissements scolaires, agents de la Ville, entreprises et Mission locale. Puis une seconde fois en octobre pour rencontrer d'autres acteurs et pour faire passer des entretiens en vue du recrutement d'une personne référente. Ce dispositif a reçu le soutien financier de quatre entreprises mais il est surtout basé sur l'humain car les « parrains / marraines » doivent donner de leur temps. Et pour faciliter les rencontres entre les jeunes et leurs parrains, la Ville mettra un local à leur disposition.

## La Dotation d'action territoriale

Cette dotation se présente sous la forme d'une allocation volontaire pouvant aller jusqu'à 2 % du résultat net de l'entreprise, affectée à des programmes de lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion des jeunes, sur le territoire même de l'entreprise. Elle bénéficiera des avantages fiscaux prévus par la loi Aillagon qui permet aux entreprises de profiter d'une réduction d'impôt de 60 % du montant de leur don. Le coût pour l'entreprise serait donc seulement de 0,8 % de leur résultat net.

Olivier Noblecourt a visité le local de Lab'elles



Photo © Studio Boyer

se sont véritablement imprégnés des problématiques locales et ont eux-mêmes choisi les projets qu'ils souhaitent aider, ce qui atteste une implication authentique et sincère. Le premier enseignement majeur que j'en tire c'est que quand une collectivité, ses entreprises et ses associations s'engagent ensemble en faveur de leur territoire commun, le succès est

forcément au rendez-vous.

### Pensez-vous que cette expérience romanaise puisse être dupliquée à l'échelle nationale ?

Je serais ravie que notre expérience fasse des émules, je n'ai pas la prétention d'en faire un modèle mais je suis prête à aller témoigner pour inciter d'autres maires à s'impliquer.

Selon moi, il faut savoir regarder au-delà des simples lignes budgétaires et utiliser tous les leviers possibles. Je me suis engagée, y compris à titre personnel, puisque je compte parrainer un jeune dans le cadre de Proximité, l'une des six actions du dispositif.



## Épicerie sociale et pédagogique : élargir l'aide

Cette épicerie d'un genre particulier offre une aide alimentaire à prix réduit (10% du prix) aux personnes en difficulté. En contrepartie, grâce à l'argent économisé, celles-ci s'engagent à mener à bien un projet pour sortir de la précarité (remboursement de dettes, traitements médicaux...). L'association recense actuellement ses besoins afin d'utiliser de manière optimale les fonds qui devraient lui être octroyés dans le cadre d'une convention. L'épicerie devrait, par ailleurs, bénéficier de l'expertise d'une grande surface du territoire qui se propose également de la mettre en relation avec ses fournisseurs.



L'épicerie sociale et pédagogique vient en aide aux personnes en difficultés.

## Digitale Académie : un accès aux études supérieures

Une délégation de la Ville s'est rendue en août dernier à Montereau-Fault-Yonne pour visiter, s'en inspirer et adapter à Romans ce dispositif innovant qu'est la Digitale Académie. Il s'agit de créer à Romans un campus numérique permettant l'accès aux études supérieures à des jeunes qui ne peuvent pas aller à l'université. Cette Digitale académie offrira aux étudiants une salle de cours connectée, équipée d'ordinateurs et de casques, une

salle d'études et des espaces de rencontres. La Ville travaille sur l'implantation de cette Digitale Académie en centre historique. Tous les diplômes de l'enseignement supérieur seront accessibles en un clic : BTS, licences, DUT, Masters. Toutes ces formations sont reconnues par le ministère de l'Enseignement supérieur et éligibles aux Bourses d'études (frais d'inscription entre 500 et 950 euros). Les étudiants ne sont pas seuls derrière leur écran, ils ont un coach pour les motiver et à la fin de chaque semestre, ils se rendront dans leur université de référence pour passer leurs examens. Par

ailleurs, les jeunes âgés de 16 à 25 ans qui souhaiteraient reprendre leurs études auront la possibilité de passer un Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires.

Porté par ACCÈS Université populaire ce dispositif permettra d'accueillir 30 bacheliers dès la rentrée 2019. ●

## Romans, un exemple à dupliquer ?

La Dotation d'Action Territoriale, testée avec succès à Romans, a encouragé le gouvernement à retenir cette mesure dans sa Stratégie de lutte contre la Pauvreté. Afin de mieux se rendre compte des effets de ce nouveau dispositif, Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes s'est rendu à Romans le 22 octobre dernier pour rencontrer le Maire, les associations et les entreprises partenaires. «Je suis depuis 20 ans dans l'expérimentation sociale et ce que vous faites là est une démonstration puissante de ce que nous souhaitons voir s'accomplir au niveau national. Il y a ici un terreau, c'est indéniable, les gens sont connectés : Ville, entreprises, associations... Vous avez préfiguré cette capacité à rassembler tous les ingrédients tout en restant accrochés à la réalité du terrain. L'idée est de créer, à partir de votre exemple, un modèle qui puisse être dupliqué sur d'autres territoires.»

### Les entreprises mobilisées

- Une dizaine
- d'entreprises du
- territoire se sont,
- pour l'heure,
- engagées dans le
- dispositif : Hyper U,
- Eximium, Refresco,
- Veyret Technique
- Découpe, Krohne,
- Eovi Mcd Mutuelle,
- Sodimas, Mac
- Donalds, Framatome,
- Didier Matériaux,
- Saint-Jean...